

MINISTÈRE DU TEMPS LIBRE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Brevet d'Etat d'éducateur sportif du premier degré de l'option Ski nordique de fond.

Le ministre délégué au temps libre, à la jeunesse et aux sports,
Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 modifiée réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession;
Vu la loi n° 75-988 du 29 octobre 1975 relative au développement de l'éducation physique et du sport;
Vu le décret n° 72-490 du 15 juin 1972 portant création d'un brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif;
Vu le décret n° 76-556 du 17 juin 1976 relatif à l'encadrement et à l'enseignement des sports de montagne;
Vu l'arrêté du 26 décembre 1979 créant une formation spécifique du brevet d'Etat de ski (option Ski nordique de fond);
Vu le décret n° 83-144 du 24 février 1983 portant création du Conseil supérieur des sports de montagne;
Après avis de la commission de la formation et de l'emploi du Conseil supérieur des sports de montagne,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Il est créé le premier degré de l'option Ski nordique de fond du brevet d'Etat d'éducateur sportif.
Son obtention confère le droit de porter le titre de moniteur national.

Art. 2. — Le ski nordique de fond se pratique, sous toutes les formes précisées en annexe, en moyenne montagne, sur des terrains vallonnés excluant tout accident de terrain important.

Le premier degré de l'option Ski nordique de fond du brevet d'Etat d'éducateur sportif confère à son titulaire le droit d'animer et d'enseigner le ski nordique de fond à l'ensemble des classes de la progression d'enseignement du ski nordique de fond, définie par la commission de la formation et de l'emploi du Conseil supérieur des sports de montagne, y compris l'entraînement à la compétition.

Il confère également le droit de conduite des randonnées nordiques et des raids nordiques.

Art. 3. — La formation comprend :

- Une formation commune;
- Un stage en situation;
- Des unités de formation;
- Un stage final.

La durée de la formation est de trois ans à partir de la date de délivrance d'un livret de formation. Elle peut être prolongée d'une ou deux années, par dérogation.

L'âge minimum exigé pour effectuer le stage en situation est de dix-huit ans révolus au début du stage.

Le candidat a le choix de l'ordre dans lequel il préparera les unités de formation, réalisera le stage en situation et satisfera à l'examen de la formation commune. Toutefois, ces trois étapes doivent avoir été franchies avant le stage final.

Art. 4. — L'entrée en formation s'effectue à l'issue d'un stage de préformation d'une durée de deux semaines. Ce stage est organisé à l'échelon régional sous la responsabilité des services du temps libre, de la jeunesse et des sports.

Les candidats au stage de préformation doivent être âgés de dix-sept ans révolus à la date de début du stage.

Le stage de préformation est sanctionné par un examen comprenant une note de stage. La réussite à cet examen conduit à la délivrance du livret de formation qui permet l'accès à la formation.

Art. 5. — L'accès à la préformation est conditionné par la réussite à un test technique organisé sous la responsabilité des services du temps libre, de la jeunesse et des sports.

Art. 6. — Le stage en situation a une durée minimale de quarante-cinq jours et peut être fractionné.

Il se déroule dans un centre d'enseignement ou d'entraînement du ski agréé à l'échelon régional.

Le stagiaire fait l'objet d'un rapport rédigé par le conseiller de stage auprès duquel il est placé.

Art. 7. — Au cours de la période de formation, des unités de formation sont préparées à l'échelon régional dans le cadre de stages organisés ou agréés par les services du temps libre, de la jeunesse et des sports.

Certaines unités de formation sont obligatoires, d'autres facultatives. Un arrêté définit la liste de ces unités.

Pour effectuer le stage final, le candidat doit avoir subi toutes les unités de formation obligatoires.

Art. 8. — Le stage final a une durée de cinq semaines.

Il est organisé à l'échelon national par l'Ecole nationale de ski de fond et de saut.

Il comprend un examen aboutissant à la délivrance du brevet d'Etat d'éducateur sportif du 1^{er} degré de l'option Ski nordique de fond.

Art. 9. — Le contenu du stage de préformation, celui de l'examen qui le sanctionne, les différentes parties de la formation ainsi que les modalités de leur réalisation sont déterminés par arrêté.

Art. 10. — L'arrêté du 26 décembre 1979 relatif à la formation spécifique du brevet d'Etat de ski, option Ski nordique de fond, est abrogé en ce qui concerne les dispositions se rapportant à l'examen technique du 1^{er} degré.

Art. 11. — Les mesures d'équivalence entre le 1^{er} degré de l'option Ski nordique de fond créé à l'article 1^{er} de l'arrêté du 26 décembre 1979 et le 1^{er} degré de l'option Ski nordique de fond créé à l'article 1^{er} du présent arrêté sont fixées par arrêté.

Art. 12. — Un arrêté complémentaire définit les conditions particulières d'accès, pour la saison hivernale 1983-1984, à la formation conduisant à la délivrance du titre créé à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Le même arrêté définit les conditions dans lesquelles les candidats engagés dans la formation conduisant à l'obtention du 1^{er} degré de l'option Ski nordique de fond du brevet d'Etat de ski créé à l'article 1^{er} de l'arrêté du 26 décembre 1979 mentionné ci-dessus peuvent terminer leur formation.

Art. 13. — Le directeur des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 8 novembre 1983.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur des sports,
J. GROSPAILLET.

ANNEXE

Ski nordique de fond.

Le ski nordique de fond comprend :

Le ski de fond, pratique compétitive du ski nordique de fond, qui se déroule sur des pistes préparées;

La promenade nordique, qui constitue une application directe de l'enseignement, se pratique en terrain et conditions faciles et s'effectue obligatoirement dans une journée; dans ces conditions, le nombre de participants ne doit pas dépasser douze élèves par moniteur;

La randonnée nordique, qui se pratique sur des itinéraires reconnus et organisés, peut durer plusieurs jours; dans ces conditions, le nombre des participants ne doit pas dépasser huit élèves par moniteur;

Le raid nordique, qui se pratique en autonomie complète pendant plusieurs jours; dans ces conditions, le nombre de participants ne doit pas dépasser cinq élèves par moniteur.

Le ministre délégué au temps libre, à la jeunesse et aux sports,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 modifiée réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession;

Vu la loi n° 75-988 du 29 octobre 1975 relative au développement de l'éducation physique et du sport;

Vu le décret n° 72-490 du 15 juin 1972 portant création d'un brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif;

Vu le décret n° 76-556 du 17 juin 1976 relatif à l'encadrement et à l'enseignement des sports de montagne;

Vu le décret n° 83-144 du 24 février 1983 portant création du conseil supérieur des sports de montagne;

Vu l'arrêté du 8 novembre 1983 relatif à la création du brevet d'Etat d'éducateur sportif du 1^{er} degré de l'option Ski nordique de fond;

Après avis de la commission de la formation et de l'emploi du Conseil supérieur des sports de montagne,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Pendant la saison de ski 1983-1984, les candidats au brevet d'Etat d'éducateur sportif du 1^{er} degré de l'option Ski nordique de fond ayant subi avec succès le test technique prévu à l'article 5 de l'arrêté du 8 novembre 1983 susvisé pourront accéder à la formation à l'issue d'un examen transitoire.

Art. 2. — L'examen transitoire prévu à l'article 1^{er} du présent arrêté comprend les épreuves suivantes :

A. — EPREUVES TECHNIQUES

Epreuves de démonstration (coefficient 4).

Pas alternatif (coefficient 1).

Pas de un, pas de deux (coefficient 1).

Enchaînement de pas tournants vers l'aval sur tracé imposé (coefficient 1).

Descente 3^e degré avec changements de direction sur tracé imposé (coefficient 1).

B. — EPREUVES DE PÉDAGOGIE

Epreuve orale théorique (coefficient 2).

La durée maximale de l'épreuve est de vingt minutes. Elle n'est pas préparée.

Pédagogie générale (les méthodes d'apprentissage);

Pédagogie pratique (connaissance de la progression de l'enseignement et des exercices adaptés aux différentes classes).

Epreuve d'entretien (coefficient 2).

Connaissance des textes réglementaires spécifiques;
Connaissance du milieu professionnel;
Engagement du candidat, son expérience éventuelle.

Les candidats ayant obtenu 80 points au moins à l'ensemble des épreuves recevront un livret de formation.

Les épreuves sont notées de 0 à 20. Toute note égale ou inférieure à 6 sur 20 peut être déclarée éliminatoire après délibération du jury.

En aucun cas, un candidat ne peut se présenter à plus d'une session d'examen dans la saison.

Art. 3. — Le jury de l'examen transitoire mentionné à l'article 2 ci-dessus est composé des personnes suivantes, désignées par le ministre chargé des sports :

Le directeur régional du temps libre, de la jeunesse et des sports ou son représentant, membre d'un des corps de l'inspection de la jeunesse, des sports et des loisirs, président ;

Un représentant de l'école nationale de ski et de saut désigné par le directeur technique ;

Deux représentants de la fédération française de ski désignés par son président ;

Deux représentants de l'organisation professionnelle la plus représentative désignés par son président ;

Des techniciens qualifiés.

Art. 4. — Les candidats en formation pour l'obtention du premier degré de l'option Ski nordique de fond du brevet d'Etat de ski créée par l'arrêté du 26 décembre 1979 pourront, jusqu'à la fin de la saison de ski 1984-1985, terminer la formation dans laquelle ils sont engagés.

Ceux qui, au terme de cette période, n'auraient pu obtenir le titre d'enseignement concerné, pourront bénéficier de mesures d'équivalence leur permettant l'accès au cursus de formation défini à l'article 3 de l'arrêté du 8 novembre 1983 susvisé.

Ces mesures d'équivalence ne visent que les personnes qui ont subi avec succès l'examen technique de l'option Ski nordique de fond du premier degré du brevet d'Etat de ski depuis moins de trois ans à la date d'entrée dans le cursus défini ci-dessus.

Art. 5. — Le directeur des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 8 novembre 1983.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur des sports,
J. GROSPEILLET.

Examens de formation spécifique du brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif.

Le ministre délégué au temps libre, à la jeunesse et aux sports,

Vu l'arrêté du 8 mai 1974 relatif aux examens de formation spécifique du brevet d'Etat à trois degrés d'éducateur sportif,

Arrête :

Art. 1^{er}. — L'article 3 de l'arrêté du 8 mai 1974 susvisé est complété ainsi qu'il suit :

« 10° A compter du 1^{er} septembre 1984, les candidats aux examens de formation spécifique 1^{er} degré doivent fournir une attestation de réu-sité à l'examen de formation commune, 1^{er} degré, du brevet d'Etat d'éducateur sportif. »

Art. 2. — Le directeur des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 novembre 1983.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur des sports,
J. GROSPEILLET.

EMPLOIS RESERVES

NOMINATIONS

Ministère de la défense.

Par arrêté du ministre de la défense, en date du 28 octobre 1983, pris en application de la législation sur les emplois réservés, sont nommés secrétaires administratifs d'administration centrale stagiaires à Paris :

Mlle Azulay (Sylviane) et M. Menguy (Alain).

AVIS ET COMMUNICATIONS

MINISTRE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DU BUDGET

Avis aux importateurs relatifs au tarif des prélèvements agricoles et des montants compensatoires monétaires applicable à l'importation en provenance des pays tiers.

Avis aux importateurs et aux exportateurs relatif au tarif des montants compensatoires applicable dans les relations intracommunautaires.

Ces avis sont publiés dans le numéro 128 de l'édition des Documents administratifs paru ce jour.

Avis aux importateurs et aux exportateurs de graines de colza, de navette et de tournesol.

Cet avis annule et remplace l'avis aux importateurs et aux exportateurs de graines de colza, de navette et de tournesol paru au *Journal officiel* du 26 octobre 1983 (N.C. 249), page 9674 :

« A compter du 1^{er} octobre 1983, les montants de cautionnements prévus par l'avis aux importateurs et aux exportateurs de graines de colza, de navette et de tournesol du 31 août 1980 (*Journal officiel* du 31 août 1980, p. 7941) modifié sont fixés comme suit :

« 1° Le montant du cautionnement prévu au paragraphe I A (1°, a) est porté à :

« a) 95,58 F par 100 kg de poids net pour les graines de colza et de navette ;

« b) 127,43 F par 100 kg de poids net pour les graines de tournesol.

« 2° Le montant de la garantie prévue au paragraphe III a (1°, b, 2) est de 38,23 F par 100 kg de poids net. »

« A compter du 21 novembre 1983, les montants de cautionnements prévus par l'avis aux importateurs et aux exportateurs de graines de colza, de navette et de tournesol du 31 août 1980 (*Journal officiel* du 31 août 1980, p. 7941) modifié sont fixés comme suit :

« 1° Le montant du cautionnement prévu au paragraphe I A (1°, a) est porté à :

« a) 97,38 F par 100 kg de poids net pour les graines de colza et de navette.

« b) 129,34 F par 100 kg de poids net pour les graines de tournesol.

« 2° Le montant de la garantie prévue au paragraphe III a (1°, b, 2) est de 38,95 F par 100 kg de poids net. »

MINISTRE DU COMMERCE EXTERIEUR ET DU TOURISME

Avis aux exportateurs de déchets et débris d'aluminium.

Les exportateurs de déchets et débris d'aluminium vers les pays tiers sont informés qu'en application du règlement C. E. E. n° 2822/83 de la commission des communautés européennes du 6 octobre 1983, la délivrance des autorisations d'exportation est suspendue jusqu'au 31 décembre 1983.

MINISTRE DE LA CULTURE

Avis de vacance d'emploi de conservateur régional des monuments historiques.

L'emploi de conservateur régional des monuments historiques désigné ci-dessous est déclaré vacant.

Nord-Pas-de-Calais, avec résidence à Lille.

Pour cet emploi, les candidats doivent réunir les conditions exigées par l'article 4 du décret n° 81-544 du 12 mai 1981 (*Journal officiel* du 15 mai 1981, page 1462) relatif aux conditions de nomination et d'avancement dans l'emploi de conservateur régional des monuments historiques. Ils devront adresser leur candidature, par la voie hiérarchique, à la direction du patrimoine (sous-direction des affaires générales et des constructions publiques), 3, rue de Valois, 75042 PARIS CEDEX 01, dans le délai de un mois à compter de la date de publication au *Journal officiel* de la République française du présent avis, une copie étant adressée à la direction de l'administration générale (service du personnel et des statuts, bureau du personnel des services extérieurs [AG/3]).